M. WALLACE : L'énumérateur demandera aussi à quelle nationalité, à quelle religion et à quelle église appartient l'individu, ainsi que l'adresse du bureau de poste de son domicile. Puis, il aura quelques autres observations à faire, il demandera aussi à la personne à quel parti politique elle appartient. Quel droit ont les énumérateurs de se présenter dans une famille et de demander quelles sont les sympathies politiques d'un habitant du Canada ? Qui leur a permis d'en agir ainsi ? Comme l'a fait observer le représentant de Simcoe-est, un citoyen à qui on montre une formule et qui refuse de répondre aux questions qu'elle contient, peut être cité devant les tribunaux. Quand on lui demande quelles sont ses tendances politiques, il est porté à répondre : Cela ne regarde personne. Je puis faire connaître mes opinions politiques ou les cacher, à mon gré. Je me demande dans quelle partie du Canada il est permis de demander à un homme quelles sont ses opinions politiques. Les élections se font au bulletin secret, et l'opinion d'un électeur est censée être cachée et n'être exprimée que sous le sceau du secret. Mais voici qu'on met devant lui une formule et qu'on lui dit qu'il est passible de peine sévère et d'amende, s'il refuse de répondre aux questions qu'elle contient. De quel droit le ministre de l'Agriculture peut-il encourager la publication de cette circulaire ? Il prétend ne l'avoir pas connu avant aujourd'hui. Qu'a-t-il fait depuis qu'il en a eu connaissance ? A-t-il pris quelque mesure ?

M. HOLMES : Le député d'York-ouest me permettrait-il de lui faire une question ? Veut-il nous dire s'il possède la preuve que cette circulaire dont il parle a été transmise aux énumérateurs du recensement ?

M. WALLACE : Je vais répondre à l'honorable député :

M. Whitney a causé une surprise en exhibant un exemplaire d'une circulaire dont des milliers de copies ont été envoyées aux énumérateurs dans toute l'étendue de la province.

M. HOLMES : Vous citez un article de journal. J'avoue qu'il ne faut pas toujours se fier à la presse.

M. WALLACE : Je ne lis pas un article de journal, en tant que tel ; je fais lecture du compte rendu d'un débat qui a eu lieu dans l'assemblée législative de la province.

M. HOLMES : Cela non plus n'est pas une preuve de la véracité de vos assertions.

M. WALLACE : Je vais fournir au représentant de Huron-ouest la preuve qu'il demande :

Le premier ministre, dans sa réponse, a admis que le parti libéral était l'auteur de ces circulaires.

M. HOLMES : Le représentant d'York-ouest n'a pas encore répondu à ma ques-

tion. Ni cette déclaration, ni l'article que vous citez, ne prouvent que cette circulaire ait été transmise à un seul énumérateur. C'est là une pure hypothèse.

M. WALLACE : Je voudrais savoir si l'honorable député s'en rapportera à l'aveu de l'honorable premier ministre d'Ontario.

M. HOLMES : Le premier ministre d'Ontario ne dit pas cela.

M. WALLACE : Le premier ministre d'Ontario a formellement déclaré que le parti libéral était l'auteur de ces circulaires.

M. HOLMES : Cela ne veut pas dire qu'elle ait été transmise aux énumérateurs.

M. TAYLOR : Vous ne le niez pas, n'est ce pas ?

M. HOLMES : Je le nie, pour ce que j'en connais.

M. BORDEN (Halifax) : Si l'honorable député avait connu ce qui s'est passé dans la Chambre d'assemblée d'Ontario, il n'aurait pas posé cette question. On y a prétendu formellement que le format de cette circulaire prouvait qu'elle était destinée à être remise aux énumérateurs, que l'ensemble de la circulaire le démontrait, ce qui ne fût pas nié au cours du débat qui eut lieu dans la Chambre d'assemblée.

M. HOLMES : Malgré tout le respect que j'ai pour le chef de l'opposition, je m'inscris en faux contre son affirmation. Je demande qu'on prouve que cette circulaire a été transmise aux énumérateurs. Il n'y a ici qu'une hypothèse pure et simple.

M. WALLACE : C'est le représentant de Huron-ouest qui établit une présomption. Quant à nous, nous avons des preuves.

M. HOLMES : Vous n'en avez aucune.

M. WALLACE : Nous avons la déclaration de M. Whitney, devant la Chambre d'assemblée, et l'aveu de M. Ross.

M. HOLMES : M. Whitney ne dit pas que la circulaire a été envoyée aux énumérateurs. Je mets le représentant de York-ouest au défi de le prouver.

M. WALLACE : Je relève le gant :

M. Whitney a causé une surprise en exhibant un exemplaire d'une circulaire dont des milliers de copies ont été envoyées aux énumérateurs dans toute l'étendue de la province.

M. HOLMES : J'admets cela, mais je ne reconnais pas que ce soit une preuve.

M. WALLACE : S'il en est ainsi, je perdrais mon temps à discuter plus longtemps cette affaire avec notre bon ami le représentant de Huron-ouest. M. Whitney fait une déclaration claire et formelle, et M. Ross en admet l'exactitude et ajoute que c'est une bagatelle qui ne vaut pas la peine qu'on s'en occupe. Cependant, ni l'honorable député, ni le commissaire du recensement ou ses as-